

Haïti : les plus pauvres devront-ils toujours payer le plus lourd tribut ?

A peine commencée, l'année 2010 offre déjà des visions de désastre et de désolation... comme il y a 5 ans, où un tsunami ravageait l'océan indien et faisait des centaines de milliers de victimes, une « catastrophe naturelle » s'est abattue sur Haïti, pays parmi les plus pauvre au monde.

Touché par les cyclones à répétition en 2004 et 2008, Haïti, qui peine sous le poids d'une classe dirigeante particulièrement incompétente et corrompue, avait aussi été frappé, ces derniers mois, par la hausse des matières premières et les émeutes de la faim.

Les images sont bouleversantes et attisent le terrible sentiment d'impuissance qui nous envahit tous dans de telles circonstances. Bien sûr– et c'est indispensable - l'aide internationale se met en marche et toutes les grandes ONG sont sur le pont pour venir en aide aux Haïtiens. C'est malheureusement devenu un bien macabre rituel.

Mais plus encore que toutes les « catastrophes naturelles », c'est la pauvreté qui tue le plus sûrement et le plus massivement dans les pays « du sud ». Car le désastre est décuplé quand l'un et l'autre se conjuguent (comment ne pas songer qu'à magnitude équivalente, un tremblement de terre fait quelques dizaines de victimes au Japon, et des dizaines de milliers à Haïti ?)

Il ne suffit pas d'agir dans l'urgence après chaque catastrophe. Il nous faut aussi agir en profondeur, sur le long terme, non seulement pour permettre aux pays exposés de mieux résister aux catastrophes naturelles mais surtout d'accéder à l'autonomie alimentaire, à l'éducation, à la démocratie... là est le chemin d'un futur possible.



Catherine Calmet